

13 06 2011



A une écrasante majorité l'Italie vote sa sortie du nucléaire.

CARTORADIATIONS 13 06 2011

C'est par un plébiscite ($\geq 90\%$) que les Italiens ont décidé par référendum de sortir du nucléaire !.

Ce dimanche soir à la clôture du premier jour de scrutin, le taux de participation au référendum incluant la sortie de l'Italie du nucléaire a battu tous les records des précédents référendums en s'établissant à 41,1 % selon le Ministère de l'Intérieur, ce taux était très encourageant.

Ce lundi à la fermeture de bureaux de vote, les projections du taux final de participation s'établirait à plus de 57 %, ce qui signifierait que le quorum de 50 % étant largement atteint, la levée de cet obstacle permettrait de valider les résultats du référendum, ceci sans attendre la comptabilisation du vote des résidents Italiens à l'étranger.

Silvio Berlusconi avait déclaré : *"Je pense que je n'irai pas voter: c'est le droit des citoyens de participer ou non à un référendum."* Cette invitation indirecte à l'abstention ne doit rien au hasard, c'était la dernière carte possible pour que le Cavaliere ne subisse une cuisante défaite, le quorum du référendum étant atteint, il vient donc d'échouer dans cette ultime stratégie de basse politique. Dans cette démarche sans précédent et totalement contraire au devoir institutionnel Silvio Berlusconi était soutenu par plus de la moitié des membres de son gouvernement qui avaient déclaré qu'ils déserteraient les urnes.

L'enjeu essentiel de [ce référendum concernait le retour de l'Italie à l'énergie nucléaire](#), le résultat sera selon les sondages **un vote massif à plus de 94 %** et définitif des citoyens contre la réintroduction de l'énergie du nucléaire en Italie, ou plus simplement à terme la fin de l'énergie nucléaire en Italie, donc sa sortie du nucléaire, au même titre que l'Allemagne et la Suisse.

Cette déroute des nucléocrates est aussi un signal très fort et par ricochet une claque magistrale que viennent de donner les citoyens Italiens à Nicolas Sarkozy qui avait signé en grande pompe en février 2009 avec Silvio Berlusconi un accord avec le conglomérat EDF, AREVA et ENEL (l'équivalent en Italie d'EDF) pour un accord de construction en 2014 de quatre centrales nucléaires de type EPR, trois dans le nord du pays et une en Sardaigne, très près de la Corse.

C'est aussi un juste retour de bâton des règles de la démocratie, car les Sardes avaient organisé un référendum d'initiative populaire sur cette centrale nucléaire qui leur était imposée, le résultat avait été pire qu'un "tsunami" puisque le non avait totalisé presque 98 % !.

Juste avant la clôture du scrutin, Silvio Berlusconi a reconnu publiquement que *"le peuple italien était probablement en train de dire adieu aux centrales nucléaires"*. Maintenant le gouvernement ne peut adopter aucune loi contraire au résultat d'un référendum, en conséquence l'Italie va devoir s'engager sur une politique de mise en œuvre d'un réel programme d'énergies renouvelables.

Daniel Cohn-Bendit, le leader d'Europe Écologie au Parlement Européen a répondu en ces termes à Silvio Berlusconi qui avait fait de la réintroduction du nucléaire en Italie un des ses objectifs majeurs : *"Un vote contre le nucléaire en Italie pourrait ouvrir une phase de réflexions sérieuses dans les autres États membres de l'Union européenne"*, dit autrement, ... L'effet domino risque fort de se propager.

Maintenant la situation du nucléaire devient très claire en Europe, cette nouvelle sortie du nucléaire d'une grande démocratie européenne est un bon [indicateur non seulement de l'opinion publique](#), mais un message sans ambiguïté pour les nucléocrates français qui sont maintenant presque totalement isolés. Le coup de grâce qui sera un coup de poignard dans le dos, va peut être venir du Japon où de plus en plus de politiques envisagent [l'arrêt total de tous les réacteurs nucléaires pour avril 2012](#), néanmoins la réalité de la catastrophe de Fukushima risque d'accélérer cette prise de décision salutaire pour l'humanité.

Démocratie oblige, plus que jamais un référendum sur la sortie du nucléaire doit être organisé en France, dans tous les cas la sortie du nucléaire de la France sera au cœur de la prochaine campagne électorale.